

Préface à l'édition japonaise de *Green Deal*

C'est toujours un grand honneur d'être édité par M. Fujiwara, qui depuis maintenant plusieurs décennies porte à la connaissance du public japonais les travaux d'économie de « l'école française de la régulation ». Et c'est un grand plaisir d'être traduit par Inoue Yasuo, qui n'hésita pas à venir jadis étudier cette approche en France, pour en apporter les méthodes au Japon. Je garde le souvenir ému de son maître, le professeur Hirata Kiyooki, qui aida toute une génération de chercheurs japonais à adopter ces méthodes.¹

Le livre qu'on va lire est justement la première analyse systématique de la crise présente, suivant la méthode régulationniste. Elle fut d'ailleurs présentée pour la première fois sous une forme un peu développée au Japon, à l'invitation de la conférence annuelle de la *Japanese Society for Political Economy*². Cette crise présente ceci de merveilleux que tous les concepts de l'approche régulationniste, et même de nouveaux, doivent être mobilisés pour en rendre compte.

Crise du mode de régulation redevenu concurrentiel à l'échelle mondiale, malgré l'existence de puissants monopoles qui se révèlent des colosses aux pieds d'argile. Crise aussi d'un mode de produire, d'un « paradigme technologique » qui n'est rien d'autre qu'une forme exacerbée du taylorisme inventé au début du siècle dernier et qui s'est généralisé entre les deux guerres mondiales. On retrouve les deux composantes de la Grande Dépression des années 1930.

Mais la réponse à la crise actuelle ne peut être la simple reproduction de la réponse des années 1940 à la crise des années 1930 : les recettes de Keynes, de Roosevelt et de la social-démocratie, l'invention du « Fordisme ». C'est à dire la croissance de la consommation de masse régulée par l'État et par les accords sociaux, importé au Japon par l'administration du général Mc Arthur. Et cela pour de multiples raisons, qui mobilisent d'autres composantes du modèle de développement en crise, modèle que j'appelle « libéral-productivisme ».

La première raison est bien connue : c'est la mondialisation des processus productifs et des marchés. L'État national ne peut plus réguler une économie qui n'est plus nationale. Bien sûr, il le peut encore un peu dans les pays-continentaux comme la Chine ou même les États-Unis, il ne le peut pas vraiment dans une confédération trop mal organisée comme l'Union européenne³. Ni même dans un pays trop petit et trop orienté vers le marché mondial comme le Japon.

Ajoutons que ce qui restait de leviers à l'État national (la politique budgétaire et la politique monétaire), ces leviers - là ont été mobilisés tout au long des années 2000, avant même l'éclatement de la crise. Ils se sont émoussés. Les déficits publics sont déjà énormes, les taux d'intérêt des banques centrales sont déjà nuls ou négatifs, ce qui d'ailleurs ralentit effectivement la crise. Mais on ne peut plus compter sur eux pour relancer l'économie et l'emploi, comme est en train de s'en rendre compte le Japon avec les recettes de l'« *Abenomics* ».

¹ <http://lipietz.net/spip.php?article2877>

² <http://lipietz.net/spip.php?article2769>

³ Sur la crise spécifique de l'Union européenne, voir deux articles plus récents : <http://lipietz.net/spip.php?article2964> et <http://lipietz.net/spip.php?article2727>.

La politique de Premier ministre Abe Shinzo se limite en effet à une radicalisation des recettes de relance keynésienne : laxisme monétaire extrême et accroissement supplémentaire du déficit budgétaire. Cette politique a incontestablement interrompu la déflation spécifique au Japon depuis une quinzaine d'années, déflation due à la surévaluation du Yen. Les profits des entreprises japonaises bondissent, mais pas la consommation de masse, car, comme l'a justement montré l'approche de la Régulation, la croissance de la consommation de masse dépend beaucoup plus des hausses de salaire que de la dépense publique ou des facilités de crédit. C'est cela qui constituait le cœur de la révolution rooseveltienne, le *New Deal*, et qui avait permis le développement du Fordisme. Or la politique de M. Abe accentue encore le libéralisme en matière de relations salariales, aggravant de ce fait la part des travailleurs japonais en situation précaire, et donc piètre consommateurs. Mais on ne peut plus rétablir la liberté pour une nation de fixer librement son niveau de salaire : la concurrence internationale s'y oppose, même pour le Japon.

Dans ce livre, je montre comment on pourrait rétablir la part des salaires, principalement en augmentant le temps libéré, quitte à instituer, entre les pays, des modes de régulation des conditions de la concurrence.⁴

Une autre difficulté de la crise présente (d'ailleurs lié à la mondialisation) est la part devenue énorme de la finance et plus généralement des institutions d'émissions monétaires privées. Or cette industrie est presque parfaitement dérégulée. Cette évolution est liée à la mondialisation, mais aussi à la politique monétaire menée tout au long des trente années du modèle libéral-productiviste (en gros : 1980-2010) : un certain laxisme de l'émission monétaire, destiné à rendre plus facile le crédit, dans une situation où, à cause du libéralisme, les revenus devenaient plus incertains.

A vrai dire, le pouvoir des institutions financières était déjà très important dans les années trente, où les crédateurs internationaux limitaient déjà fortement la souveraineté monétaire et budgétaire des pays. Mais, comme je le rappelle dans ce livre, les pays capitalistes dominants étaient peu nombreux, clairement dominés par une seule superpuissance (les États-Unis prenant la relève de la Grande-Bretagne). Ils pouvaient encore, à l'occasion de grandes conférences internationales, s'accorder sur un nouveau régime monétaire, effacer une partie de la dette d'un pays en difficulté, la rééchelonner dans le temps... Dans ce livre, je montre ce qui serait nécessaire aujourd'hui, après avoir expliqué, aussi pédagogiquement que possible, la nature actuelle de la monnaie, tout à fait nouvelle dans l'Histoire humaine.

Réguler une telle monnaie ne serait pas facile, car la nouvelle configuration internationale des grandes puissances économiques est devenue extrêmement complexe. Ces puissances économiques se répartissent aujourd'hui entre « puissances principalement productives », les unes en déficit (les USA), les autres en excédent (le Japon, l'Europe), et « puissances principalement rentières » (l'Asie de l'Ouest, la Russie), avec l'émergence de pays qui sans être ni rentiers, ni – pour encore quelques années - en haut de la hiérarchie industrielle, dégagent d'énormes excédents commerciaux : la Chine, l'Inde. Inutile de dire que les intérêts financiers de toutes ces puissances sont divergents, d'où la difficulté de la négociation.

Mais la plus grande différence avec la situation des années 1930, différence qui ruine définitivement toute perspective de sortie « keynésienne » de la crise par simple relance de la consommation de masse, un *New Deal* rooseveltien, c'est évidemment l'émergence de la

⁴ Ce point est développé dans un article plus récent : <http://lipietz.net/spip.php?article2854>

question écologique, non plus à la marge, mais au cœur de la crise économique. Il s'agit d'une double crise. Il y a d'une part une crise alimentaire mondiale, avec ses conséquences sanitaires, et d'autre part la crise de l'énergie, avec ses conséquences climatiques, ses accidents comme Fukushima, etc.

Ces deux crises, qui interagissent puissamment entre elles et avec la crise du libéralisme, j'ai pu les voir se développer à partir d'un poste d'observation privilégié, le parlement européen, où j'ai été, à plusieurs reprises, rapporteur sur ces questions. Elles se sont développées avant la crise financière des *subprimes* (en 2007)-2008), elles en furent le détonateur, et elles continuent à se développer, rendant impossible une sortie de la crise par la relance de la consommation de masse des biens *matériels* au niveau mondial.

Toute sortie de la crise aura donc la dimension d'une double transition, alimentaire et énergétique, et elle exigera une mutation culturelle, où l'intensité des liens interpersonnels sera revalorisée par rapport au pouvoir de consommer. Oui, il faut un *New Deal* mondial, mais il sera écologiste, il sera vert : un *Green Deal*. Dans le principal chapitre de ce livre, j'essaie d'esquisser les processus de cette transition, à la fois au niveau local et au niveau mondial, avec les nouveaux modes de régulation que cela exigera.

Inutile de dire que cette extrême complexité de la crise ne facilite pas la tâche, ni d'un nouveau Keynes qui pourrait en produire la *Théorie générale*, ni des négociateurs internationaux. Dans ces conditions, il est tout à fait possible (et, je le crains, probable) que, comme à la fin des années 1930, les peuples se réfugient dans le mirage d'une solution nationaliste et autoritaire, ce qui ne pourrait déboucher que sur un nouveau conflit mondial. Les signes avant-coureurs se multiplient, et de même qu'ils prenaient en 1936 la forme de conflits locaux et de guerres civiles, comme en Espagne, de même voyons-nous aujourd'hui les grandes puissances (rentières ou industrielles) s'agiter aux portes de la Syrie tout en proclamant leur « non-intervention », s'appuyant sur des alliances improbables avec les milices chiites ou sunnites, dans un jeu quasi shakespearien, « *plein de bruit et de fureur, ne signifiant rien* », en tout cas rien de bon pour les peuples.

C'est pourquoi il ne suffit pas de construire, depuis un bureau, les plans de « ce qu'il faudrait faire ». Il faut réfléchir à la manière de rendre ce projet conforme aux aspirations populaires. Ce à quoi les écologistes n'ont guère pensé jusqu'à aujourd'hui. Ils se contentaient trop souvent de clamer « Voyez la catastrophe imminente, ce monde va finir, faites ce que je vous dit, sinon vous-mêmes finirez très mal ». Mais cela ne convainc pas. Pourquoi ? J'essaie de l'expliquer dans les derniers chapitres, et je conclus par quelques conseils pour faire aimer et élire le *Green Deal*.

Au Japon par exemple, l'accident de Fukushima pousse l'opinion publique à rejeter le nucléaire, et donc à accepter une remise en cause de son rapport boulimique à la consommation d'énergie. C'est une chance extraordinaire ! Le Japon, aujourd'hui menacé par la concurrence de plus en plus vive de la Chine, dont la technologie avance à grands pas alors que le niveau des salaires chinois progresse beaucoup plus lentement, n'a qu'une chance de maintenir sa qualité de vie et même l'améliorer : rester compétitif « par la qualité ». Il peut engager toute son intelligence industrielle, héritée de la période toyotiste, dans l'amélioration de l'efficacité énergétique de ses modes de production et de consommation. Il peut engager toute sa fierté nationale dans la définition d'une société où la beauté est mise au premier rang et fondée sur la sobriété et l'élégance. En un mot, retrouver son excellence des années 1990 en matière de design, et le mettre au service la révolution verte !

Il n'y aura pas de transition écologiste sans qu'elle soit fondée sur un désir profond de liens sociaux renouvelés et de beauté. Mais il faut faire vite. Nous avons encore le choix, mais pour quelques années encore. Et de toutes les valeurs dont nous allons avoir besoin, l'idée de coopération, locale et globale, est sans doute la plus essentielle : l'Humanité ne se sauvera qu'en sauvant la planète toute entière.

Alain Lipietz
1^{er} janvier 2014